

«La prison doit devenir autre chose qu'un temps mort»

Rouage essentiel dans la lutte contre la récidive et le radicalisme, la formation des détenus en prison reste un challenge difficile à accomplir pour les acteurs de terrain.

REPORTAGE

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

Le rendez-vous est pris à 10h30 à l'entrée de la maison d'arrêt de Namur. Pour pénétrer dans l'établissement, il faut évidemment montrer patte blanche. Les smartphones sont interdits. Une première porte franchie et les formalités de sécurité remplies, nous voici en prison.

Des extraterrestres

Les portes claquent! Les premières impressions sont étranges. Peintures défraîchies, locaux exigus,... Derrière ses allures de forteresse impenable, la prison ne peut cacher ses 142 ans. Deux cents détenus y vivent. «Une population carcérale complètement désinsérée de la société», estime Eric Delchevalerie, le responsable de l'établissement. On le sent épouvanté. «Nous avons des gens qui sont de véritables extraterrestres. Je n'ai pas l'habitude d'être alarmiste mais c'est un constat. Ces gens commettent des faits de plus en plus graves très jeunes. Ils sont très peu qualifiés, souvent sans aide extérieure. Cette population est difficile à réinsérer. Ces gens ont leur place ici mais il est urgent de mettre les besoins dans les mécanismes d'insertion. C'est là qu'il faut agir pour éviter les récidives». Un constat sévère que partage la directrice régionale des prisons. «L'absence de formation et l'absence d'éducation sont des moteurs qui accélèrent la récidive. Sur 10.000 détenus sortis de prison entre 1996 et 2013,

50% font de la récidive. Ces chiffres sont faramineux et cela représente un enjeu pour toute la société car un détenu coûte 125 euros par jour.»

Une arme contre la récidive

Aux lendemains des attentats de Paris et de Bruxelles, le monde politique a pris conscience de l'importance de la formation dans le monde carcéral dans le cadre de la lutte contre le radicalisme. «Mais il ne faut certainement pas s'inspirer sur ce qui se fait en France et regrouper les détenus radicalisés dans des ailes. Ce serait une erreur! Il faut renforcer l'aide aux détenus. La prison doit devenir autre chose qu'un temps mort. C'est possible de

transformer un détenu et éviter la récidive», assure Rachid Madrane (PS), le ministre en charge des maisons de justice au sein de la Communauté française. En visite à la prison de Namur, ce mercredi, avec Eliane Tilleux (PS), la ministre en charge de la formation en Wallonie, tous deux prônent un renforcement des programmes de formation en prison. «Il faut lutter contre la récidive mais il n'est pas question de cibler uniquement les profils radicalisés», estime Eliane Tilleux. À l'intérieur, le travail éducatif est colossal. «Il faut bien se rendre compte que 75% des détenus sont infra-qualifiés, 30% sont analphabètes et 45% des détenus n'ont pas obtenu leur CEB. Pourtant, seulement 6,8% des personnes détenues peuvent bénéficier d'une formation professionnelle», fait remarquer la ministre.

Le gamin de Conakry

Après quelques considérations générales autour d'un café dans une salle obscure, la visite se poursuit au milieu des cellules. Au fond d'un

couloir, dans une petite pièce exigüe, perdu au milieu des objectifs des photographes et des caméras, Diallo attend sagement sur son banc. Âgé de 24 ans, il est devenu un

sans-papiers après avoir fui la Guinée-Conakry il y a six ans pour rejoindre la Belgique. Derrière son visage de gamin, Diallo ne peut masquer sa détresse. Sans attache ni famille à l'extérieur, il mise aujourd'hui sur la formation en prison pour s'en sortir. «Je suis des cours de français et de mathématique ainsi que de culture générale. Si je continue, je pense que je pourrai arriver à faire quelque chose de bien et trouver un travail quand je sortirai.»

Plus loin, en cuisines, quelques prisonniers, qui ont accepté de participer à la rencontre, s'affairent aux fourneaux pour accueillir les deux ministres avec quelques zakouskis. La prison a lancé lundi une formation en commis de cuisine. «Cette formation est axée sur l'apprentissage d'un métier et l'accompagnement psychosocial», insiste Stéphanie Close, la directrice du Cof, un centre d'orientation et de formation.

Le stage s'accompagne d'un projet pilote qui devrait permettre aux détenus de se tester dans un restaurant à l'extérieur avant leur libération et la recherche d'un job. «Avec cette formation, j'espère me remettre dans le droit chemin», affirme Corentin. Transféré d'une prison à l'autre du pays depuis 42 mois pour finalement échouer à Namur, Corentin a encore 17 mois à purger. «Le temps de terminer ma formation». À 24 ans, il a encore beaucoup à apprendre. «Avant la prison, j'ai fait un contrat d'apprentissage en boulangerie. La sortie est quelque chose de stressant.

Quand tu sors, souvent, tu n'as rien. Devenir commis de cuisine, ça pourra me permettre de travailler dans les cantines scolaires ou dans un hôpital. Cela va m'ouvrir les portes.»

Des lieux inadaptes

Tout comme d'autres acteurs de terrain spécialisés dans la formation en milieu carcéral, Marie-Noël Van Bessen d'Adeppi, une ASBL qui organise des activités pédagogiques, culturelles et sportives dans les prisons, se réjouit de cette attention politique et l'arrivée de nouveaux moyens financiers (un gros million au niveau de la Wallonie et 240.000 euros pour la Communauté française) qui vont permettre de tripler l'offre de formations pour atteindre 126.784 heures par an. «Mais il y tellement à faire. Un atelier musical a autant d'importance qu'un cours d'alphabétisation. Le régime de vie en prison et les horaires rendent le travail difficile à organiser. Les cours à distance sont difficilement applicables pour les détenus car ils se retrouvent seuls. Or, il faut les accompagner dans leur projet. Ici, à la prison de Namur par exemple, il y a beaucoup de cours en gestion mais cela nécessite une remise à niveau en calcul. Il y a aussi le problème des locaux pour réaliser les activités. Ce sont souvent des espaces réduits.»

30%

Avec 30% des détenus analphabètes, le travail de formation dans les prisons est un enjeu crucial pour lutter contre la récidive.